



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 06 du 15 février 2007

Le recueil peut être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 février 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	62
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	62
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	62
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	62
Arrêté de délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Alain MAUCHAMP, chef des services départementaux du Trésor public de Meurthe-et-Moselle	62
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	62
SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	62
Voies navigables de France	62
Décision portant délégation de signature pour la passation et l'exécution des marchés – Décision de M. MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF	62
Décision portant subdélégation de signature	63
Décision portant délégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire - Décision de M. MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF	65

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté de délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Alain MAUCHAMP, chef des services départementaux du Trésor public de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 21 et 28 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ; Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;
Vu l'arrêté préfectoral du 2 juin 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Monsieur Alain MAUCHAMP, chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à madame la directrice des services fiscaux au titre de l'exécution du programme 156 du budget du ministère de l'économie et des finances et des opérations relevant du compte de commerce 907 pour le fonctionnement de la cité administrative de Nancy ;
Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2006 portant délégation de signature en matière de marchés publics pour les dépenses exécutées en application des dispositions de l'arrêté susvisé du 11 juillet 2006 ;
Vu l'instruction D8 du ministère de l'économie et des finances (Direction générale de la comptabilité publique) relative à la gestion des cités administratives ;
Considérant que dans le cadre du transfert de la mission domaniale à la direction générale de la comptabilité publique, la gestion des personnels concourant au fonctionnement des services communs des cités administratives est confiée au Trésor Public à compter du 1^{er} janvier 2007 ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux susvisés des 2 juin 2006, 11 juillet 2006 et 20 octobre 2006 sont annulés.

Délégation de signature de l'ordonnateur secondaire

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Alain MAUCHAMP, chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle à l'effet de liquider les dépenses et de signer les mandats édités par la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 «Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local» (Chapitre 0156) et d'engager, de liquider et de payer les dépenses imputées au compte de commerce 0907 pour la gestion des cités administratives.

Cette délégation s'étend à l'émission et à la notification, pour chaque affectataire de locaux au sein de la cité administrative de Nancy, des titres de perception correspondant à la quote part des charges de fonctionnement qui incombent à chacun de ces affectataires.

Art. 3 : La présente délégation ne concerne pas les éventuels ordres de réquisition du comptable public, qui demeurent soumis à ma signature.

Art. 4 : Le chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou des agents dont la fonction est compatible avec le principe de séparation des fonctions de l'ordonnateur et du comptable. Cette signature est accréditée auprès de Monsieur le trésorier payeur général en tant que comptable assignataire des dépenses susvisées du chapitre 0156.

En ce qui concerne le compte 0907, cette délégation n'est pas soumise à la règle de séparation des fonctions dans la mesure où le comptable assignataire est externe.

Délégation de signature de la personne responsable des marchés

Art. 5 : Délégation de signature est accordée à M. Alain MAUCHAMP à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 135 000 € pour les fournitures et services et 210 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 3 octobre 2006 pour les dépenses relevant de la délégation visée à l'article 2. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 130 000 et 210 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Sont exclus de cette délégation les marchés formalisés quel que soit leur montant.

Art. 6 : Délégation de signature est également donnée à M. Alain MAUCHAMP à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

Art. 7 : M. Alain MAUCHAMP peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Art. 8 : Les dispositions de l'article 5 ne s'appliquent pas aux marchés de fourniture de bureau, de consommables informatiques et de fourniture de papier qui doivent faire l'objet d'une prise en compte soit au niveau d'un marché national, soit dans le cadre des marchés mutualisés mis en place au niveau départemental.

Art. 9 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Alain MAUCHAMP, chef des services départementaux du Trésor public de Meurthe-et-Moselle et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 février 2007

Le préfet,
Claude BALAND

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Service de la Navigation du Nord-Est
*Voies navigables de France***Décision portant délégation de signature pour la passation et l'exécution des marchés – Décision de M. MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF**

Le chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990, modifiée pour l'année 1991,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié portant statut de Voies Navigables de France, notamment ses articles 14 et 16

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics, notamment l'article 28 sur la procédure adaptée

Vu la décision du 30 octobre 2006 du directeur général de Voies Navigables de France portant délégation du pouvoir aux représentants locaux, en matière de marchés

Vu la circulaire VNF du 7 mars 2006 relative aux modalités de publicité à respecter,

Vu la délégation de signature du 9 novembre 2006 pour la passation et l'exécution des marchés

DECIDE

Art. 1 - Passation et exécution de tous les marchés

1.1 En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, délégation de signature est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Directeur adjoint, dans les matières suivantes :

- passation des marchés d'un montant inférieur à 6 millions d'euros HT
- pour les marchés supérieurs à ce seuil, examinés par la commission des marchés de Voies Navigables de France, passation de tout marché faisant l'objet d'un avis favorable sans réserve; en cas d'avis favorable assorti de réserves, passation des marchés après avoir levé les réserves ou décidé de passer outre. Il doit alors en être rendu compte au Conseil d'Administration dans sa prochaine séance;
- en cas d'urgence (nécessité de rétablir la navigation, péril imminent pour les personnes...), passation de tout marché qui s'impose ; Il doit alors en être rendu compte au Conseil d'Administration dans sa prochaine séance ;
- décisions et actes préparatoires à la passation de tout marché, quel qu'en soit le montant;
- exécution de tout marché

1.2 En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge HECTOR, délégation de signature est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, responsable de l'arrondissement APGF, dans les matières suivantes :

- passation des marchés d'un montant inférieur à 6 millions d'euros HT
- pour les marchés supérieurs à ce seuil, examinés par la commission des marchés de Voies Navigables de France, passation de tout marché faisant l'objet d'un avis favorable sans réserve; en cas d'avis favorable assorti de réserves, passation des marchés après avoir levé les réserves ou décidé de passer outre. Il doit alors en être rendu compte au Conseil d'Administration dans la prochaine séance;
- en cas d'urgence nécessité de rétablir la navigation, péril imminent pour les personnes...), passation de tout marché qui s'impose ; Il doit alors en être rendu compte au Conseil d'Administration dans la prochaine séance ;
- décisions et actes préparatoires à la passation de tout marché, quel qu'en soit le montant;
- exécution de tout marché

Art. 2 - Passation et exécution des marchés en procédure adaptée

Délégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions et compétences à

2.1 MM. les responsables d'arrondissements et chefs de subdivisions ci-après désignés, pour la passation et l'exécution des marchés en procédure adaptée d'un montant inférieur à 90 000 € HT :

NOMS	Fonctions	Grade
Dominique BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché P
Jean Louis AUBERTEIN	Responsable arrondissement Entretien Exploitation	IDTPE
Philippe LEFRANC	Responsable arrondissement Eau Environnement	IDTPE
André MAGNIER et en cas d'absence ou d'empêchement d'André MAGNIER Daniel BALY	Responsable arrondissement Études et Grands Travaux Adjoint au responsable arrondissement Études et Grands Travaux	IDTPE IDTPE
Michel COURTEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel COURTEAU Michèle LAQUENAIRE	Responsable arrondissement Développement de la Voie d'Eau Adjointe au responsable arrondissement Développement de la Voie d'Eau	Contrat VNF Contrat VNF
Jean François MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean François MORICEAU Catherine FRANCOIS	Responsable subdivision de METZ Adjointe au responsable subdivision de METZ	ITPE SA cl ex
Daniel TABUTIAUX et en cas d'absence ou d'empêchement de Daniel TABUTIAUX Luc VUIDART Daniel TABUTIAUX et en cas d'absence ou d'empêchement de Daniel TABUTIAUX Jean-Yves HELLE	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON Responsable subdivision de Toul par intérim Adjoint au responsable subdivision de Toul	TSC TS TSC CTRL P
Maurice HATIER et en cas d'absence ou d'empêchement de Maurice HATIER Michel MALINGREY	Responsable subdivision de BAR LE DUC – VOID Adjoint au responsable subdivision de BAR LE DUC – VOID	TSC TSP
Michel FURLAN et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	ITPE

Guy ARGIRAKIS	Adjoint au responsable de la subdivision de CHARLEVILLE	CTRL D
Michel FURLAN et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel FURLAN Jacky PELTIER	Responsable subdivision de VERDUN par intérim Adjoint au responsable subdivision de VERDUN	ITPE TS
Jean François BERNAUER BUSSIER et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean François BERNAUER BUSSIER Nicolas MOREAU	Responsable subdivision de GIVET Adjoint au responsable subdivision de GIVET	CTRL D TSP
Philippe GOEDERT et en cas d'absence ou d'empêchement de Philippe GOEDERT Daniel MARTIN	Responsable subdivision de NANCY Adjoint au responsable subdivision de NANCY	IDTPE CTRL D
Philippe GOEDERT et en cas d'absence ou d'empêchement de Philippe GOEDERT Dominique SERRIER	Responsable subdivision d'EPINAL par intérim Adjoint au responsable subdivision d'EPINAL	IDTPE CTRL P

2.2 MM les responsables d'unités comptables ci-après désignés, pour la passation et l'exécution des marchés en procédure adaptée d'un montant inférieur

* à 50 000 € HT pour les travaux

* à 20 000 € HT pour les fournitures et services

NOMS	Fonctions	Grade
Robert FORET	Responsable des Salaires	SA classe ex
Jean Christophe CHESNEAU	Responsable de la Logistique	TSP
Dominique BAUDOT	Responsable de l'unité comptable de l'arrondissement EGT	S. A.
Noëlle HANY	Responsable BAG de l'arrondissement EAU	SA classe ex
Michèle LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF
Anne DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF
Jean Luc HUMBERT	Responsable de l'unité GVE	TSC

Art. 3 - Achats de fournitures, de services et de travaux de faible montant
Les responsables d'arrondissements, de subdivisions et d'unités comptables mentionnés à l'article 2 peuvent disposer d'une liste de collaborateurs habilités à signer, sous leur contrôle et leur responsabilité, les achats d'un montant inférieur à 4 000 € HT.

Art. 4 - La délégation de signature du 9 novembre 2006 est abrogée

Art. 5 - Le chef du service de la navigation du Nord-Est, Directeur interrégional de VNF est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'ETAT dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire. Nancy, le 12 février 2007 Le chef du service de la navigation du Nord-Est,
Directeur interrégional de VNF,
Jean-Philippe MORETAU

Décision portant subdélégation de signature

Le chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure

Vu le code général de la propriété des personnes publiques

Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transport

Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France,

Vu le décret 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes de Voies Navigables de France

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 24 juillet 2006 portant délégation de signature du Président à M. François GAUTHEY, Directeur général de Voies Navigables de France,

Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, chef du Service de la Navigation de Nancy, à compter du 02 novembre 2005

Vu la décision du 24 juillet 2006 portant délégation de signature du Directeur Général de VNF à M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la navigation de Nancy.

Vu la décision du 26 juillet 2006 portant subdélégation de signature

D E C I D E

Art. 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU,

subdélégation est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au Chef de service, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Serge HECTOR, subdélégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'Arrondissement Développement, à l'effet de signer les actes suivants ainsi limités :

- Transactions prévues par l'article L 2132-25 du code général de la propriété des personnes publiques lors de contraventions de grande voirie déferées devant le juge administratif relatives, exception faites des transactions portant sur des astreintes liquidées par le juge administratif, à :

- * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage
- * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles
- * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports

- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 susvisée.

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.

- Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 €

- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €

- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués

- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 46 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux.

- Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 08/01/1999,

- passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération ;
- passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;

- Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;

- Octroi, à des personnes autres que les associations, de subventions n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;

- Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;

- Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'Etablissement y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

- Les états substitutifs établis en cas de défaut de transmission de la déclaration de flotte ou d'inexactitude de celle-ci prévus par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 susvisé ;

- Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Michel COURTEAU, subdélégation est donnée à Mme Michèle LAQUENAIRE à l'effet de signer.

- Transactions prévues par l'article L 2132-25 du code général de la propriété des personnes publiques lors de contraventions de grande voirie déferées devant le juge administratif relatives, exception faites des transactions portant sur des astreintes liquidées par le juge administratif, à :

- * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage
- * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles
- * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports

- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 susvisée.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'Etablissement y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

- Les états substitutifs établis en cas de défaut de transmission de la déclaration de flotte ou d'inexactitude de celle-ci prévus par l'article 6 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé ;

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Philippe LEFRANC, Ingénieur divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Eau à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.

- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €

- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués

- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'établissement y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. BOURDELON Dominique, Attaché principal des SD, Secrétaire général, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.

- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €

- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués

- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Art. 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Etudes et Grands Travaux, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.

- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €

- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués

- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'établissement y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et M. André MAGNIER, subdélégation est donnée à Daniel BALY, à l'effet de signer :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.

- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €

- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués

- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'établissement y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. AUBERTEIN Jean-Louis, Ingénieur Divisionnaire des TPE, responsable de l'arrondissement Entretien Exploitation à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.

- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €

- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués

- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Art. 7 : la subdélégation de signature du 26 juillet 2006 est abrogée.

Art. 8 : Le chef du service de la navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service

et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

Nancy, le 12 février 2007 Le chef du service de la navigation du Nord-Est,
Directeur interrégional de VNF,
Jean-Philippe MORETAU

Décision portant délégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire - Décision de M. MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF

Le chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1960 pour l'année 1991,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment les articles 16 et 27.1,

Vu le décret du 21 juillet 2003 nommant M. François BORDRY, président du conseil d'administration de Voies Navigables de France,

Vu l'arrêté n° 05010451 du 11 octobre 2005 nommant Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France en date du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 portant désignation d'ordonnateurs secondaires

Vu la délégation de signature du 21 juillet 2006 pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire

D E C I D E

Art. 1 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au chef de service,

- M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, responsable d'arrondissement PGF, à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Serge HECTOR, Bernard TERRANOVA, délégation est donnée à Dominique BOURDELON à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Art. 3 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Michel COURTEAU, chef de l'arrondissement ADVE

à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire pour la partie recettes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel COURTEAU délégation est donnée à Michèle LAQUENAIRE à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire pour la partie recettes

Art. 4 : Délégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions et compétences à :

- Mme Pascale RAMASSAMY, responsable de la cellule comptabilité-marchés pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

- Mme Anne DIDIER, responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

Art. 5 : Délégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé (liste 2), à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les ordres de mission des agents placés sous leur autorité

Art. 6 : Délégation de signature est donnée aux Chefs d'unités comptables désignés dans la liste 1, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature.

Art. 7 : La délégation de signature du 21 juillet 2006 est abrogée.

Art. 8 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'ETAT dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

Nancy, le 12 février 2007 Le chef du service de la navigation du Nord-Est,
Directeur interrégional de VNF,
Jean-Philippe MORETAU

Liste 1

LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES

CODE Unité Comptable	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
010	SG / LOGISTIQUE	Jean Christophe CHESNEAU	TSP
003	Arrondissement EGT	Dominique BAUDOT	SA
004	Arrondissement Exploitation	Jean.- Luc HUMBERT	Chef Subdi
002	Arrondissement Eau	Noëlle HANY	SA Clas. EX
012	Subdivision Bar le Duc/Void	Maurice HATIER et en cas d'absence ou d'empêchement de Maurice HATIER	TSC
		Michel MALINGREY	TSP
013	Subdivision VERDUN	Michel FURLAN par intérim et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel FURLAN , Jacky PELTIER	ITPE
			TS

014	Subdivision CHARLEVILLE	Michel FURLAN et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel FURLAN , Guy ARGIRAKIS	ITPE
015	Subdivision GIVET	Jean François BERNAUER BUSSIER et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean François BERNAUER BUSSIER	CTRL D
		Nicolas MOREAU	TSP
021	Subdivision TOUL	Daniel TABUTIAUX par intérim et en cas d'absence ou d'empêchement de Daniel TABUTIAUX	TSC
		Jean-Yves HELLE	CTRL P
022	Subdivision Pont A Mousson	Daniel TABUTIAUX et en cas d'absence ou d'empêchement de Daniel TABUTIAUX	TSC
		Luc VUIDART	TS
023	Subdivision METZ	Jean François MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean François MORICEAU	ITPE
		Catherine FRANCOIS	SACL EX
024	Subdivision NANCY	Philippe GOEDERT et en cas d'absence ou d'empêchement de Philippe GOEDERT	ITPE
		Daniel MARTIN	CTRL D
025	Subdivision EPINAL	Philippe GOEDERT par intérim et en cas d'absence ou d'empêchement de Philippe GOEDERT	ITPE
		Dominique SERRIER	CTRL P
009	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF
006	Arrt P. G. F.	Françoise ERBS	ITPE
001	Salaires	Robert FORET	SA Clas. Ex

Liste 2

LISTE DES RESPONSABLES

ARRONDISSEMENTS et S	Nom des chefs d'arrondissements et de subdivisions	Grades
Arrondissement EGT	André MAGNIER et en cas d'absence ou d'empêchement de André MAGNIER	IDTPE
Arrondissement Exploitation	Daniel BALLY	IDTPE
Arrondissement Eau	Jean Luc AUBERTEIN	IDTPE
Arrondissement SG	Philippe LEFRANC	IDTPE
Arrondissement PGF	Dominique BOURDELON	Attaché P
Arrondissement ADVE	Bernard TERRANOVA	IDTPE
	Michel COURTEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel COURTEAU	Contrat VNF
	Michèle LAQUENAIRE	Contrat VNF
Subdivision BAR LE DUC /VOID	Maurice HATIER et en cas d'absence ou d'empêchement de Maurice HATIER	TSC
Subdivision VERDUN	Michel MALINGREY	TSP
	Michel FURLAN par intérim et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel FURLAN , Jacky PELTIER	ITPE
Subdivision CHARLEVILLE	Michel FURLAN et en cas d'absence ou d'empêchement de Michel FURLAN , Guy ARGIRAKIS	TS
Subdivision GIVET	Jean François BERNAUER BUSSIER et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean François BERNAUER BUSSIER	ITPE
Subdivision TOUL	Nicolas MOREAU	CTRL D
	Daniel TABUTIAUX par intérim et en cas d'absence ou d'empêchement de Daniel TABUTIAUX	CTRL D
Subdivision PONT A MOUSSON	Jean-Yves HELLE	TSP
	Daniel TABUTIAUX et en cas d'absence ou d'empêchement de Daniel TABUTIAUX	TSC
Subdivision METZ	Luc VUIDART	CTRL P
	Jean François MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de Jean François MORICEAU	TSC
Subdivision NANCY	Catherine FRANCOIS	TSTPE
	Philippe GOEDERT et en cas d'absence ou d'empêchement de Philippe GOEDERT	ITPE
Subdivision EPINAL	Daniel MARTIN	SACL EX
	Philippe GOEDERT par intérim et en cas d'absence ou d'empêchement de Philippe GOEDERT	ITPE
	Dominique SERRIER	CTRL D
		CTRL P